

**COMITE INTER-ETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL  
(CILSS)**

**COMMISSION EUROPEENNE  
(CE)**

**PROGRAMME REGIONAL  
"AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC PERMANENT POUR  
LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE" Phase III  
(DIAPER III)**

**GUINE BISSAU**

**RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION**

**DIAPER III/AN III**

P. J. LEBLAN , Consultant CESD Communautaire  
Bakary SACKO, ECA/DIAPER III

Décembre 1995

# SOMMAIRE

<b>PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>2</b>
<b>I - EVALUATION</b>	<b>8</b>
<b>1.1 ASPECT INSTITUTIONNEL</b>	<b>8</b>
1.1.1. ANIMATION LOCALE	8
1.1.2. COMPOSANTE NATIONALE	9
<b>1.2. ACTIVITES</b>	<b>10</b>
1.2.1. LES ENQUETES	11
1.2.2. ANIMATION LOCALE	24
<b>1.3. GESTION DES DEVIS-PROGRAMMES 1995/1996</b>	<b>24</b>
<b>1.4. MISE EN OEUVRE DES CONDITIONNALITES</b>	<b>29</b>
<b>1.5. BONUS-MALUS</b>	<b>30</b>
<b>II PROGRAMMATION DES ACTIVITES A METTRE EN OEUVRE AU COURS DU</b>	<b>31</b>
<b>DEVIS- PROGRAMME III</b>	<b>31</b>
<b>2.1. LE PROGRAMME D'ACTIVITE</b>	<b>31</b>
2.1.1 L'ENQUETE AGRICOLE	31
2.1.2. ENQUETE SUIVI DES MARCHES	32
<b>2.2. ANIMATION LOCALE</b>	<b>32</b>
<b>2.3. PARTICIPATION DE L'ETAT A LA PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE COLLECTE</b>	<b>33</b>
<b>2.4. BUDGET PREVISIONNEL</b>	<b>34</b>
<b>ANNEXE 1: LISTE DES PERSONNES RENCONTREES</b>	<b>39</b>
<b>ANNEXE 2: QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE</b>	<b>40</b>

## Principales conclusions et recommandations

### 1. Aspect institutionnel

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER, « l'enquête annuelle permanente » et « l'enquête suivi des marchés » réalisées toutes deux par la Division des Statistiques Agricoles (DEA) du Cabinet de Planification (GAPLA) du Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture (MDRA).

Nous noterons que:

- le Comité Interministériel de Sécurité Alimentaire, animé par le Bureau de Planification à la Sécurité Alimentaire (BPSA) existe encore mais n'est toujours pas opérationnel ni officialisé.
- le Décret qui devait créer le « Comité de Sécurité Alimentaire » exigé par DIAPER est toujours en attente de signature.

A la demande des bailleurs de Fonds, une « Lettre de Politique Agricole » est en préparation au Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture qui devrait permettre de définir, d'ici Mars 1996, la politique que le Gouvernement Guinéen entend mener à l'avenir dans le domaine agricole. Un certain nombre d'opérations pourraient être alors relancées et des décisions prises quant aux Structures à mettre en place, comme le Comité de Sécurité Alimentaire.

*La mission recommande à la Direction de l'Agriculture de profiter des débats actuels sur la future « Lettre de Politique Agricole » pour obtenir l'officialisation du CISA en tant que Comité de Sécurité Alimentaire*

#### 1.1. L'Animation locale

Elle est installée dans un petit bureau du Ministère du Développement rural et de l'Agriculture. Elle est désormais normalement équipée mais son groupe électrogène est hors service, ce qui est très gênant à Bissau.

L'Animateur local participe aux rares réunions de la Composante Nationale.

#### 1.2. Composante Nationale

La Composante Nationale existe de façon informelle mais est réduite à peu de Structures et ses réunions se font rares. Elle est animée par la DEA. Il faut noter qu'elle a une activité de Mai à Octobre par l'intermédiaire du groupe de travail pluridisciplinaire qu'elle a créé.

*La mission recommande que cette composante soit ouverte à toutes les structures concernées par le problème de la Sécurité Alimentaire et qu'elle se réunisse régulièrement.*

## 2. Activités

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER:

- « l'enquête agricole permanente »
- « l'enquête suivi des marchés » dans le cadre du Système d'Informations sur les Marchés ( SIM )

### 2.1. L'enquête agricole permanente

Cette enquête annuelle par sondage a été réalisée en 1995 selon la méthodologie utilisée depuis de nombreuses années. La mise en place des fonds du DIAPER s'est faite en temps voulu cette année et l'enquête a pu se dérouler de manière satisfaisante. Les prévisions de récolte ont pu être disponibles à temps (Octobre) et les résultats définitifs sont en cours d'élaboration.

Le personnel d'enquêtes semble suffisant.

#### - Tirage de l'échantillon

L'enquête est une enquête par sondage à deux degrés avec un tirage de villages comme unités primaires et un tirage d'exploitations comme unités secondaires.

La DEA renouvelait entièrement ces échantillons chaque année. En 1995, elle a décidé, comme nous l'avions recommandé en Janvier, de conserver l'échantillon des villages de l'année précédente et de ne renouveler que l'échantillon des exploitations.

La stratification des villages a été faite au niveau secteur. Le nombre d'exploitations enquêtées est en moyenne de 53 exploitations par strate. Les résultats par secteurs que diffuse la DEA sont donc bien souvent peu significatifs alors qu'ils le sont au niveau régional et national.

*La mission recommande à nouveau d'être très prudent et de ne diffuser que les résultats régionaux et nationaux et peut être pour les quelques secteurs où ils sont significatifs.*

#### - La mesure des superficies

La mesure des superficies est faite de façon correcte avec des mesures effectives par les enquêteurs à l'aide de mètres-ruban et de boussoles selon la méthode classiquement adoptée.

#### - La mesure des rendements

La pose des carrés de rendement est faite de manière aléatoire. Il est posé un carré par parcelle et quelque fois deux quand la superficie de la parcelle le justifie.

Par produit, le calcul des rendements moyens par secteurs est une moyenne simple des rendements des carrés. Cette méthode est correcte.

#### **- L'exploitation des données**

Toutes les fiches des questionnaires sont transmises à la DEA qui les vérifie à la fois manuellement et informatiquement. A priori on peut considérer qu'il y a redondance, mais cette année le contrôle et l'exploitation partielle manuels ont été utiles par suite de problèmes avec les ordinateurs.

Les données sont ensuite exploitées informatiquement avec SP6.

La DEA assure une publication correcte des résultats de ses travaux..

La DEA ne conserve pas les données saisies plus d'une année. Il n'est donc pas possible de faire des analyses sur une année antérieure. Suite à une surtension électrique, les données de la campagne 94/95 ont été pratiquement perdues. Il paraît qu'il serait possible de les récupérer. Pourquoi ne l'a-t-on déjà fait puisque le problème avait été soulevé à Niamey ?

*La mission recommande de se soucier désormais de la sauvegarde des données d'enquêtes et de prendre les dispositions nécessaires. Il existe des unités de sauvegarde dont il faudrait sans doute équiper la DEA.*

La Centrale d'informations avait été mise en place à la Division des Statistiques Agricoles (DEA) avec DIAPER II. La mise à jour n'est plus assurée depuis au moins le milieu de l'année 1994.

Lorsque nous avons voulu voir ce qu'elle contenait, il a été impossible de remettre en marche l'ordinateur sur lequel elle était implantée et qui n'est plus utilisé. Espérons que ce n'est qu'un incident réparable.

Au cas où les programmes et les fichiers seraient perdus, il faudrait sans doute que l'ECA envoie de nouveau les programmes et aussi les données saisies dont elle dispose.

*La mission recommande de redynamiser cette activité en y affectant un agent à plein temps. Dans un deuxième temps, il serait bon de réaliser une publication des données rétrospectives afin de faire connaître cette Banque de données aux utilisateurs potentiels.*

#### **- La précision des résultats**

- calculs des coefficients de variation.

Les coefficients de variation n'ont pas été calculés par la DEA.. Il semble impossible d'envisager une étude des données de la campagne 94/95 puisqu'il n'y a pratiquement plus rien. Il faudra attendre les données de la campagne en cours pour se préoccuper de ces calculs.

- écarts entre prévisions et résultats définitifs

Il serait bon de pouvoir comparer les résultats prévisionnels et les résultats définitifs de ces dernières années. Nous n'avons trouvé que très peu de résultats prévisionnels. (voir le tableau ci-après)

Production de Riz (toutes variétés confondues) - Tonnes

Année	Prévisions	Résultats définitifs
1988/89	145 500	98 296
1989/90	162 429	110 238
1990/91		123 023
1991/92		123 264
1992/93		123 812
1993/94		125 907
1994/95	126 139	131 017

*La mission recommande que l'Animateur local essaye de compléter le tableau ci-dessus avec l'aide de la Représentation locale de la FAO. A défaut, l'ECA pourrait peut-être le faire à Niamey*

*La mission recommande également qu'un effort sérieux soit fait pour mettre en place un véritable archivage des documents élaborés par la DEA, ainsi que des études et publications réalisées par ou pour la DEA ou avec sa participation.*

## **2.2. L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)**

Cette enquête relève les prix de produits agricoles (au sens très large) sur 44 marchés répartis sur tout le territoire. Ce sont surtout des relevés de prix à la consommation. La DEA a pris le relais de l'INEC qui n'a pu poursuivre ses propres enquêtes de prix à la consommation en dehors de la capitale. Il y a sans doute une répartition des attributions à revoir si l'INEC a un jour les moyens financiers de reprendre ses activités.

## **3. Gestion du devis-programme 1995/1996**

### **Niveau d'exécution du Budget**

Dans les tableaux figurants dans la suite de ce document, ce sont les montants effectivement payés et justifiés auprès de la délégation du FED qui sont ventilés par rubrique.

En plus de ces dépenses, des chèques ont été faits par l'Animateur local pour des dépenses dont les pièces justificatives n'ont pas encore été remises à la Délégation du FED.

Le niveau d'exécution du budget doit en tenir compte. (Il n'y a pas d'autres engagements en cours)

Le niveau d'exécution du budget est de: (voir le tableau ci-après)

- 70,6% pour l'ensemble du budget
- 77,3% pour les dépenses confondues de l'enquête agricole et du SIM
- 56% pour les dépenses de l'Animation locale.

#### Niveau d'exécution du Budget

1000 Pesos				
	Enq. agric.	SIM	Anim. loc.	TOTAL
<b>Montant du devis-programme</b>	768.870	201.424	440.839	1.411.133
Dépenses				
payées et justifiées	477.256	66.483	245.606	789.345
payées mais non encore justifiées	205.900		1.371	207.271
<b>Total des dépenses engagées</b>	749.639		246.977	996.616
<b>Solde (budget - engagements)</b>	220.655		193.862	414.517

#### 4. Mise en oeuvre des conditionnalités

##### a) Comité de Sécurité Alimentaire

Selon le Protocole d'exécution de DIAPER III, le Comité de Sécurité Alimentaire, dont la constitution est une conditionnalité du projet, est un cadre de concertation politique chargé de l'utilisation des conclusions tirées des travaux de DIAPER, en liaison avec les autres actions menées dans le pays en matière de Sécurité alimentaire.

Un Comité Interministériel de Sécurité Alimentaire (CISA) existe de façon informelle depuis 1986. Le Coordonnateur de ce Comité est le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. Il se réunit de façon irrégulière et n'est plus opérationnel. Le Secrétaire d'Etat au Plan veut le redynamiser. Un décret est en préparation pour l'officialiser. Il est prévu qu'il se réunisse une fois par trimestre en session ordinaire.

*La mission pense qu'il est urgent que des dispositions soient prises pour officialiser un Comité de Sécurité Alimentaire.*

##### b) Prise en charge des opérations de collecte par l'Etat

Les Responsables rencontrés reconnaissent que l'Etat Guinéen doit respecter la conditionnalité figurant au Protocole d'accord mais font état de la situation lamentable des disponibilités financières du Pays.

Le Gouvernement de Guinée Bissau devait prendre en charge 27% des dépenses de collecte des enquêtes dans le Budget de 1995, soit environ 245 millions de pesos. Rien n'a été finalement budgétisé.

En fait, cette contrepartie à été prise exceptionnellement sur le « Fonds de contrepartie du Programme général des Importations » pour un montant de 300 millions de pesos.

### 5. Le Devis-Programme 96/97

Des recommandations qui précèdent et des demandes des différentes Structures découle la proposition de Devis-programme suivante : (en ECU)

	Coût total	dont FED
Enquête agricole	33.622	22.649
Système d'information sur les marchés céréaliers	11.257	7.455
Animation locale	16.800	16.800
<b>TOTAL</b>	<b>61.679</b>	<b>46.904</b>

La participation de l'Etat aux frais de collecte (40,4% de ceux-ci) devrait être de 14.774 ECU soit 380,8 millions de pesos.

Aucune disposition concrète n'est encore prise mais on s'oriente vraisemblablement vers une prise en charge par les Fonds de contrepartie du programme général des importations, comme l'an dernier.

## I - Evaluation

### 1. 1 Aspect institutionnel

Il n'y a pas de modifications majeures par rapport à la situation qui prévalait en Janvier 1995.

Les statistiques agricoles sont faites par la Division des Statistiques Agricoles (DEA) du Cabinet de Planification (GAPLA), rattaché directement au Cabinet du Ministre du Développement rural et de l'Agriculture.

Nous noterons cependant que:

- le Comité de Sécurité Alimentaire animé par le Bureau de Planification à la Sécurité Alimentaire (BPSA) existe encore mais n'est plus opérationnel
- la Division des Statistiques Agricoles (DEA) ne bénéficie plus actuellement de l'assistance technique de la FAO. Un expert de l'ASDI vient par contre d'arriver dans le cadre d'un projet de trois ans.

A la demande des bailleurs de Fonds, une « Lettre de Politique Agricole » est en préparation au Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture qui devrait permettre de définir, d'ici Mars 1996, la politique que le Gouvernement Guinéen entend mener à l'avenir dans le domaine agricole. Un certain nombre d'opérations pourraient être alors relancées et des décisions prises quant aux Structures à mettre en place, comme le Comité de Sécurité Alimentaire.

#### 1.1.1. Animation locale

##### a) Niveau d'intégration de l'animation locale dans la structure d'accueil et dans la composante nationale

L'Animateur local est bien intégré dans la Composante Nationale mais son rôle y est finalement assez modeste. Il faut dire que cette Composante Nationale fonctionne irrégulièrement et de façon informelle, animée par la DEA.

##### b) Personnel d'appui

Le personnel se réduit à une Secrétaire-comptable.

##### c) Moyens de travail

L'Animation locale est actuellement hébergée par le Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture qui a mis à sa disposition un petit bureau .

Il a aussi un groupe électrogène, matériel indispensable à Bissau, qui est hors d'usage.

L'Animateur local dispose d'un véhicule d'occasion acheté récemment. Cet achat a été favorisé par la vente de son ancien véhicule qui était en très mauvais état.

Pour le reste, il est correctement doté.

Inventaire du matériel à la disposition de l'Animateur local.

Type de matériel	Description	Date d'acquisition	Etat	Financement
<b>Déplacement</b>				
Véhicule TT	1 Toyota	1995	moyen	d'occasion
<b>Equipement de bureau</b>				
Ordinateurs	1 Tulip	1995	neuf	DIAPER III
Imprimantes	1 HP 520	1995	neuf	DIAPER III
Onduleurs	1	1995	neuf	DIAPER III
Photocopieurs	1 Canon	1988	mauvais	DIAPER II
Fax	1	1995	neuf	DIAPER III
Machine à écrire	1 Olivetti	1988	bon	DIAPER II
Groupe électrogène	1	DIAPER I	HS	DIAPER I
Calculatrice	1 (à bande)	1995	neuf	DIAPER III
Calculatrice	1 (de poche)	1995	neuf	DIAPER III

### 1.1.2. Composante nationale

En tant que cadre de concertation technique chargé de la production coordonnée de données statistiques en matière de Sécurité alimentaire, la Composante Nationale existe de manière informelle en Guinée Bissau mais comprend peu de structures.

#### a) Textes de création / ou cadre informel

A ce jour, elle n'a pas encore d'existence officielle et les réunions se font de façon informelle sur convocation du Chef de la Division des statistiques agricoles.

#### b) Structures participantes

Elle se réduit actuellement à:

- la Division des Statistiques Agricoles, chef de file
- la Direction des Services de l'Elevage
- la Direction des Services de la Protection des Végétaux (DSPV)
- le Bureau de Planification pour la Sécurité Alimentaire (BPSA)
- la Direction des Services de la Météorologie Nationale

Il est absolument nécessaire d'y faire entrer toutes les Directions des différents Ministères concernées par le problème de la sécurité alimentaire et de la dynamiser.

Parallèlement, un Comité Exécutif (Ministère du Plan et Programme Alimentaire Mondial) collationne et compile les données sur l'aide alimentaire dans un but de contrôle et de gestion.

c) Mode de fonctionnement

Le Secrétariat Permanent du CISA - Bureau de Planification de la Sécurité Alimentaire (BPSA)- aurait dû assurer la coordination des Structures participantes de la Composante Nationale comme le laissait supposer ses attributions. Il se trouve qu'il est actuellement entièrement dépourvu de moyens.

C'est en fait la Division des statistiques agricoles du Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture qui assure cette coordination. A ce titre, la DEA provoque les réunions de la Composante Nationale et les anime.

Un groupe pluridisciplinaire effectue des missions sur le terrain une fois par mois de Mai à Octobre pour faire le suivi de la campagne.

Il comprend :

- un agent de la Division des statistiques agricoles
- un agent de la Météorologie Nationale
- un agent de la Direction des Services de la Protection des végétaux
- un agent de la Direction des Services de l'Elevage

La DEA et la Météorologie Nationale font mensuellement, chacune sur la partie la concernant, un rapport dont la synthèse est assurée par les Services de la Météorologie Nationale.

Ces rapports servent à préparer le bilan céréalière prévisionnel soumis à la mission FAO/CILSS.

d) Capacité de coordination à la production des informations statistiques

Elle a donc un rôle certain de coordination pour l'élaboration des bilans céréalières. Mais son rôle semble se limiter à cela.

e) Appréciation des appuis tant matériels que techniques/formation existants provenant d'autres bailleurs

Néant

## 1.2. Activités

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER:

- « l'enquête agricole permanente »
- « l'enquête suivi des marchés » dans le cadre du Système d'Informations sur les Marchés ( SIM )

### 1.2.1. Les enquêtes

a) L'enquête agricole permanente (voir le questionnaire en Annexe)

Elle est réalisée par la Division des Statistiques Agricoles (DEA) du GAPLA.

Elle a pour objectif de déterminer les superficies cultivées, les prévisions de production des cultures céréalières, les rendements et les productions pour l'ensemble des cultures afin d'établir notamment les bilans céréaliers prévisionnels et définitifs.

D'autres données sont recueillies: démographie des exploitations agricoles, utilisation des intrants, données sur l'élevage et sur la situation phytosanitaire.

L'enquête s'intéresse essentiellement aux exploitations traditionnelles.

Les exploitations du secteur moderne ont fait l'objet d'une enquête pendant la campagne 92/93 par la FAO.

#### *- les organismes impliqués dans sa réalisation*

Le PNUD/FAO a apporté son assistance à la DEA pour le Recensement de l'agriculture en 1988/90 et pour la mise en place d'un « Système permanent de statistiques agricoles », projet qui s'est achevé en juin 1994.

Il n'est pas donné suite, pour l'instant, au projet qui devrait permettre d'installer un « Système National Intégré d'Informations sur la Sécurité Alimentaire » et apporterait son appui aux Statistiques Agricoles et à l'Office National de la Météorologie. Ce projet qui devait être financé par le PNUD n'est pas abandonné pour autant.

D'autre part, l'Agence Suédoise d'aide au Développement International (ASDI) appuie la DEA depuis 1981 par la mise à disposition d'experts et la fourniture de matériels informatiques et équipements divers. Actuellement, un Expert vient d'arriver dans le cadre d'un projet de trois ans. L'enveloppe financière de ce projet est de 8 millions de couronnes suédoises pour les trois années, dont 3 millions de couronnes pour 1995/1996.

L'ASDI intervient en mettant un Assistant Technique auprès du Chef de la DEA, en prenant en charge des frais de fonctionnement, en finançant des équipements et en assurant des programmes de formation.

Ces deux organismes devraient collaborer étroitement avec DIAPER. Ce n'est peut-être pas tout à fait le cas et il n'est pas facile de faire en sorte que les interventions soient complémentaires. L'arrivée d'un nouvel Expert de l'ASDI est peut-être l'occasion d'améliorer la collaboration.

#### *- les ressources humaines*

Les ressources humaines de la Division des Statistiques Agricoles (DEA) sont les suivantes au moment de la mission :

Au niveau central:

- 3 cadres supérieurs (dont un agro-économiste à la fois Chef de la DEA, et responsable de la cellule informatique)
- 6 agents de saisie
- 7 agents statistiques
- 1 secrétaire-comptable
- 1 planton

Au niveau régional:

- 2 superviseurs Régionaux (chacun responsable de 2 zones)
- 8 contrôleurs (1 par région)
- 85 enquêteurs permanents

Seuls les 5 cadres supérieurs sont pris en compte par le budget national. Tous les autres agents sont payés sur les fonds de contrepartie débloqués au titre de la participation de l'Etat aux frais de collecte. (voir paragraphe sur la gestion du Devis-programme).

Agents travaillant à l'enquête agricole permanente:

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
<b>Chef de la DEA cadre supérieur (1)</b>	1	1	Budget de l'Etat
<b>Enquêteurs à plein temps</b>	85	85	(2)
<b>Enquêteurs à temps partiel</b>			
<b>Contrôleurs</b>	8	8	(2)
<b>Superviseurs régionaux Cadres supérieurs</b>	2	2	Budget de l'Etat
<b>Superviseurs nationaux</b>	2	2	Budget de l'Etat
<b>Agents de dépouillement</b>	6	6	(2)
<b>Agents de saisie</b>	6	6	(2)
<b>Informaticiens (1)</b>			
<b>Analyste</b>			
<b>Agent centrale d'information</b>			
<b>Autres Agents</b>			
Secrétaire comptable	1	1	
Planton	1	1	

(1) Le Chef de la DEA est aussi responsable de la cellule informatique et de la cellule analyse

(2) payés sur les fonds de contrepartie débloqués au titre de la participation de l'Etat aux frais de collecte.

## - les ressources matérielles

Inventaire du matériel à la disposition de l'enquête agricole

Type de matériel	Description	Date d'acquisition	Etat	Financement
<b>Déplacement</b>				
Véhicules TT	1	1988	HS	Diaper II
	1	1991	passable	ASDI
	2	1992	bon	ASDI et PNUD
Motos TT	1	1	en panne	PNUD
	5	5	passable	PNUD
	4	4	passable	Banque mondiale
Mobylettes	17	1992	passable	PNUD
	10	1995	neuf	ASDI
	10	en commande		DIAPER III
Bicyclettes	40	1992	passable	PNUD
	43	en commande		DIAPER III
<b>Equipement de bureau</b>				
Ordinateurs	1 Olivetti	1988	bon	DIAPER II
	3 IBM	1991	bon	ASDI
	2 IBM	1993	bon	PNUD
Imprimantes	1 Olivetti	1988	bon	DIAPER II
	1 Laser	1991	bon	ASDI
	1 QMS	1991	bon	ASDI
	2 IBM	1993	bon	PNUD
Onduleurs	1	1988	bon	DIAPER II
	1	1993	bon	PNUD
Machine à stencils	1 Gestetner	1988	à réparer	DIAPER II
Duplicateur	1 Gestetner	1988	bon	DIAPER II
Photocopieurs	1 Canon	1988	à réparer	DIAPER II
	1 Canon	1992	à réparer	PNUD
	1 Canon	1993	bon	ASDI
<b>Equipements d'enquêtes</b>				
Boussoles	30	1993	bon	ASDI
	15	1994	neuf	DIAPER III
Mètres ruban	85	1993	bon	ASDI
Balances	85	1993	bon	ASDI
Calculatrices	80	1993	bon	ASDI
Equipt radio	4	1993	bon	ASDI

## - la technique

C'est une enquête annuelle par sondage à deux degrés conçue pour obtenir des résultats significatifs au niveau de chaque Région. (il y en a 8)

Les Régions sont divisées en secteurs (il y en a 37) qui constituent autant de strates.

- Les unités primaires (villages):

A l'intérieur de chaque strate, la base de sondage des unités primaires est la liste établie lors du Recensement de la population de 1990 de tous les districts de recensement (460) et des localités les composant. Le tirage des villages se fait avec probabilité proportionnelle à la taille (en nombre d'habitants).

L'échantillon des villages était renouvelé tous les ans. Cette année, la DEA a conservé le même échantillon de villages qu'au cours de la campagnes précédents. Il semble en effet suffisant de renouveler cet échantillon tous les trois ou quatre ans.

- Les unités secondaires (exploitations):

Dans chaque village-échantillon on tire chaque année, à probabilité égale, 4 exploitations agricoles parmi les exploitations agricoles du village ce qui fait un total d'environ 2000 exploitations enquêtées.

Nous n'insisterons pas sur l'aspect technique de l'opération qui semble bien maîtrisée.

Cette méthodologie a fait ses preuves et doit être conservée pour l'instant.

Le nombre d'exploitations agricoles de l'échantillon par régions est acceptable et permet des résultats significatifs à ce niveau. Nous serons beaucoup plus sceptique en ce qui concerne la fiabilité des résultats au niveau des secteurs et pourtant ceux-ci sont publiés!

#### Constitution de l'échantillon des exploitations

Répartition de l'échantillon par secteurs (= strates)

Zone	Secteurs	Nbre enquêteurs	Univers Nbre expl	Echantillon	
				Villages	Nbre expl
I	Région de BIOMBO	6	6594	36	144
	Quinhamel	2		19	76
	Safim	2		8	32
	Prabis	2		9	36
	Région de Cacheu	15	17958	97	388
	Bula	3		12	48
	Canchungo	4		23	92
	Cacheu	1		10	40
	Caio	1		9	36
	Bigene	4		26	104
	S. Domingos	2		17	68

Zone	Secteurs	Nbre enquêteurs	Univers Nbre expl	Echantillon	
				Villages	Nbre expl
II	Région de OIO	16	22 878	108	432
	Mansoa	3		21	84
	Bissora	4		30	120
	Mansaba	3		20	80
	Farim	4		24	96
	Nhacra	2		13	52
	Région de Bafata	14	15 808	87	348
	Batafa	3		21	84
	Bambadinca	3		15	60
	Contuboel	3		22	88
	Cossé	2		8	32
	Gamanudo	2		14	56
	Xitole	1		7	28
	Région de Gabu	13	14 544	74	296
III	Gabu	3		20	80
	Sonaco	4		22	88
	Pirada	2		17	68
	Pitche	3		9	36
	Boé	1		6	24
	Région de QUINARA	8	6010	28	112
	Tite	2		9	36
	Fulacunda	2		5	20
	Buba	2		6	24
	Empada	2		8	32
	Région de Tombali	8	8863	47	188
	Catio	3		18	72
	Quebo	1		6	24
	Cacine	2		9	36
IV	Bedanda	2		14	56
	Région de Bolama	5	4044	15	60
	Bolama	1		4	16
	Bubaque	2		5	20
	Caravela	1		2	8
	Uno	1		4	16
	TOTAL (37 Secteurs)	85	96 699	492	1968

Tirage de l'échantillon des parcelles pour le calcul des rendements

Dans toutes les exploitations de l'échantillon on mesure les superficies de toutes les parcelles.

Dans toutes les parcelles mesurées on place de manière aléatoire un carré de rendement (2 si la parcelle a un périmètre supérieur à 500 mètres).

En partant de la pointe de la parcelle la plus au sud, on choisit dans une table de nombres aléatoires la distance (en mètres) à parcourir le long du côté gauche et la distance (en mètres) à parcourir ensuite perpendiculairement à ce côté. Dans le prolongement de cette perpendiculaire, on place la diagonale du carré de rendement.

La surface des carrés de rendement est variable selon les cultures. Exemples de carrés:

- Fonio 1x1 m
- Riz 2x2 m
- Maïs et autres produits 5x5 m

Cette méthode aléatoire est bonne et doit être conservée.

### Les produits retenus

Ce sont essentiellement les céréales:

- Riz pluvial
- Riz de bas-fonds
- Riz de mangrove
- Maïs (Milho bacil)
- Sorgho (Milho cavalo)
- Mil (Milho prebo)
- Fonio (Fundo)

On retient également les produits suivants:

- Arachide
- Haricot
- Manioc
- Igame

### Les variables principales observées (liste et mode de mesure)

#### - 1° phase

- données démographiques sur tous les ménages des villages de l'échantillon (fiche 00) - par interview
- données démographiques sur les ménages des exploitations retenues pour l'enquête (fiche 01) - par interview
- recensement des matériels par type de matériels (fiche 03)
- recensement des animaux par catégories (fiche 04)

#### - 2° phase

- Recensement des champs et repérage des parcelles (fiche 02) - par interview
- Mesure des parcelles - une fiche 05B par parcelle qui sert aussi de fiche de relevé des carrés de rendement - mesures effectives
  - nombre de parcelles
  - surface des parcelles cultivées par type de culture

- date de semis
- mode de culture
  - existence de cultures secondaires
- Prévisions de récolte - interview de l'exploitant

- 3° phase

- date de récolte
- poids récolté

### Le déroulement de l'enquête

L'enquête se déroule en plusieurs phases selon un calendrier qui doit absolument être respecté:

- en Mai, formation des agents de terrain (15 à 20 jours),
- de Juin à Août, phase préliminaire de recensement des villages avec tirage des exploitations de l'échantillon,
- de Septembre à Octobre, recensement de toutes les parcelles des exploitations retenues, mesure de leur superficie et pose des carrés de rendement,
- de Novembre à Décembre, vérification sur le terrain que les carrés sont toujours bien repérés et pose éventuelle de carrés de remplacement
- de Novembre à Janvier, récolte des carrés de rendement et pesées (rendements définitifs)

Le questionnaire comprend 7 volets: (voir en annexe)

- fiche 00 Recensement du village pour tirage de l'échantillon des exploitations
- fiche 01 Identification de l'exploitation
- fiche 02 recensement et mesure des parcelles
- fiche 03 Recensement des matériels
- fiche 04 Recensement des animaux
- fiche 5A Interview de l'exploitant sur les prévisions de récolte
- fiche 5B Mesure de la superficie des parcelles et mesure des rendements

Il y a aussi en Septembre un questionnaire sur les stocks paysans. La méthode de cette investigation n'est pas au point et les réponses ne sont pas fiables.

Au début de Décembre 1995 la récolte des carrés de rendement

- est terminée pour le maïs (Août) , le riz pluvial( Octobre), le sorgho (Novembre)
- est en cours pour les autres riz

### La mesure des superficies

La mesure des superficies des parcelles est effective à l'aide de mètres-ruban et de boussoles.

Le calcul de la superficie à partir des longueurs et des angles est faite avec le programme classique sur calculatrices.

#### La mesure des rendements

Le calcul des rendements moyens est fait informatiquement (sur LOTUS) pour chaque culture au niveau de chaque secteur par moyenne simple des rendements à l'hectare des carrés .

Cette méthode est bonne.

On calcule ensuite la production extrapolée de chaque secteur et l'on obtient, par simple addition, les productions totales par Régions et pour l'ensemble du pays.

#### Exhaustivité des fichiers

La DEA ne conservait pas les données saisies. Celles de 1993/1994 avaient donc été effacées volontairement.

Suite à un problème d'alimentation électrique, les données de 1994/1995 ont été en grande partie perdues.

La saisie des données de 1995/1996 est en cours.

#### Le traitement des données

Toutes les fiches remontent au service central pour contrôle et saisie en trois temps:

- en premier les fiches 00, 01, 03 et 04
- dans un deuxième temps les fiches 02 et 5A
- plus tard les fiches 5B.

Il y a systématiquement un contrôle manuel avant saisie: contrôle d'exhaustivité, contrôles de vraisemblance, contrôle d'erreurs de calculs. Ce contrôle est le fait des Agents de dépouillement.

La saisie est faite au fur et à mesure avec SP6.

L'exploitation des résultats est faite à la fois manuellement et informatiquement. Il y a donc redondance.

#### *- les résultats*

Les prévisions de récoltes sont faites à partir des résultats définitifs sur les superficies fournis par l'enquête et en grande partie d'estimations sur les rendements faites au vu des rendements moyens des années précédentes, des déclarations des exploitants agricoles recueillies dans le cadre de l'enquête et de l'observation des conditions agro-climatiques par les services compétents. Ils sont analysés par la Composante Nationale pour l'élaboration des Rapports annuels destinés à la mission FAO/CILSS

Les résultats semblent admis par les utilisateurs rencontrés.

La Division des Statistiques Agricoles établit chaque année:

- un Rapport annuel sur les résultats de l'enquête agricole permanente avec les superficies, les rendements et les productions des différentes cultures. Il est diffusé en une centaine d'exemplaires.

- un Rapport annuel, en octobre, sur les prévisions de récoltes et le bilan céréalier pour l'évaluation de la campagne agricole par la mission CILSS/FAO diffusé en une cinquantaine d'exemplaires.

- un Annuaire de statistiques agricoles diffusé en une centaine d'exemplaires

- un Bulletin mensuel, de mai à octobre, sur le déroulement de la campagne agricole diffusé en soixante exemplaires

Elle publie également les résultats d'enquêtes spécifiques:

- les résultats de l'enquête sur la consommation céréalière en milieu urbain (1991/1992)
  - les résultats du recensement des exploitations agricoles du secteur moderne (publication ponctuelle) (1992)

Ces publications sont d'assez bonne qualité et sont réalisées sur tableur et traitement de texte.

On remarque cependant que certains résultats de l'enquête sont fournis par secteurs. Ceci surprend car l'enquête est souvent peu significative à ce niveau. Il vaudrait mieux se contenter de publier des résultats régionaux et nationaux.

La centrale d'information n'a plus été mise à jour depuis le milieu de 1994. Elle était sur l'ordinateur Olivetti. A notre passage, il ne fonctionnait plus, suite à une surtension électrique qui aurait causé bien des dégâts au niveau du disque dur. Les disquettes système pour le relancer semblaient même être introuvables. Nous n'avons donc pas pu voir ce qu'il y avait dans cette centrale d'information.

S'il était impossible de récupérer programmes et données de cet ordinateur, il faudrait réimplanter DBASE et que l'ECA renvoie les données saisies qui sont en sa possession.

*- la précision des résultats*

- calculs des coefficients de variation

La DEA n'a pas calculé les coefficients de variation sur les résultats de la dernière enquête. Il est donc difficile de se prononcer sur leur fiabilité au point de vue purement statistique.

Pourtant, des experts suédois, Messieurs HEDQVIST et POLFELDT de l'ASDI, ont fait en Mai 1993 une étude rapide sur la précision des résultats de l'enquête en ce qui concerne les superficies.

Le responsable de la DEA ne semble pas avoir été associé à cette étude et en ignore le contenu. Il ne peut donc tirer parti de cette expérience.

M. SACKO a pris une copie de cette étude et pourra peut-être l'analyser. Il n'en reste pas moins que l'on ne pourra rien faire avant que la saisie de la campagne en cours ne soit terminée.

- état des fichiers

Comme il est dit ci-avant, les fichiers des campagnes antérieures n'existent plus.

- écarts entre prévisions et résultats définitifs

Nous avons essayé de comparer les prévisions et les résultats définitifs des dernières campagnes pour la production de Riz qui est de loin la principale céréale. Nous n'avons trouvé que quelques résultats.

Il serait bon que l'Animateur local essaye de compléter le tableau ci-dessous avec l'aide de la Représentation locale de la FAO. A défaut, l'ECA pourrait peut-être obtenir les renseignements à Niamey.

Nous pensons qu'il serait instructif d'analyser dans le temps les écarts entre prévisions et résultats définitifs.

Production de Riz (toutes variétés confondues) - Tonnes

Année	Prévisions	Résultats définitifs
1988/89	145 500	98 296
1989/90	162 429	110 238
1990/91		123 023
1991/92		123 264
1992/93		123 812
1993/94		125 907
1994/95	126 139	131 017

- l'estimation des rendements

La méthodologie retenue pour le calcul des rendements est bonne (voir le § sur la pose de ces carrés) et nous pensons qu'il ne doit pas y avoir de problème particulier.

Au moment du passage de la mission FAO/CILSS, les résultats sont disponibles pour le Maïs et le Riz pluvial. Ils ne peuvent être connus pour le Riz de mangrove, la culture la plus importante sur le plan céréalier. Heureusement, les rendements du Riz de mangrove sont assez stables d'une année à l'autre.

- *le matériel acquis au titre de DIAPER III*

Inventaire du matériel DIAPER III

Type de matériel	Description	Date d'acquisition	Etat	Observations
<b>Déplacement</b>				
Mobyettes	10	en commande		depuis 1994
Bicyclettes	43	en commande		depuis 1994
<b>Equipement de bureau</b>				
<b>Equipements d'enquêtes</b>				
Boussoles	15	1994	neuf	

- *la fréquence des recours d'expertise auprès de l'ECA*

L'ECA est intervenue en Octobre dans le cadre de la prévision des récoltes

- *la documentation disponible*

La documentation disponible semble extrêmement réduite et pas du tout classée. Toutes nos demandes de documents ont donné lieu à des recherches difficiles et peu fructueuses en dehors des documents d'enquête et des toutes dernières publications.

b) L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)

La Division des Statistiques Agricoles réalise sur l'ensemble du territoire une enquête sur les prix des principaux produits agricoles.

On remarque cependant que la DEA effectue à la fois des relevés de prix à la production et des relevés de prix à la consommation. Elle a pris ainsi le relais de l'INEC qui ne peut plus assurer ces relevés sur l'ensemble du territoire, bien qu'ayant encore des enquêteurs disponibles.

Il est indispensable que les deux structures se rencontrent et redéfinissent leurs attributions respectives. Il semblerait plus normal que la DEA se mobilise sur les prix à la production des seuls produits agricoles et que l'INEC reprenne les relevés de prix à la consommation.

- *les organismes impliqués dans sa réalisation*

La DEA intervient elle-même pour la réalisation de l'enquête.

- *les ressources humaines*

Pour ce faire, elle utilise:

- ses 2 superviseurs de zone
- ses 8 contrôleurs (1 par région)
- 39 de ses enquêteurs
- 1 agent statistique qui enquête sur les marchés de Bissau

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps	1	1	(1)
Enquêteurs à temps partiel	39	39	à temps partiel (1)
Contrôleurs	8	8	à temps partiel (1)
Superviseurs régionaux	2	2	à temps partiel (1)
Superviseurs nationaux	1	1	Budget de l'Etat à temps partiel
Agents de dépouillement /saisie			
Informaticiens	1	1	Budget de l'Etat à temps partiel
Analyste			

Note: (1) payés sur les fonds de contrepartie débloqués au titre de la participation de l'Etat aux frais de collecte.  
Tous ces agents font partie du dispositif de l'enquête agricole permanente.

*- les ressources matérielles*

Pour l'enquête sur les prix agricoles, la DEA utilise :

- les 40 bicyclettes de l'enquête agricole
  - les 4 motos de l'enquête agricole
- et 40 balances achetées par l'ASDI

*- la technique*

Les relevés se font sur deux types de marchés très différents:

- des marchés journaliers où les consommateurs viennent s'approvisionner et où les prix pratiqués sont des prix à la consommation,
- des marchés hebdomadaires où les producteurs eux-mêmes viennent proposer leurs produits et où les prix pratiqués sont intermédiaires entre des prix à la consommation et de véritables prix à la production .

Répartition des marchés:

On observe les prix

- sur 40 marchés journaliers, un marché par secteur (37) et 3 marchés à BISSAU
- et sur 4 marchés hebdomadaires (BULA, BIGENE, BISSORA et CANCHUNGO).

Fréquence des relevés:

Les prix sont observés sur les 44 marchés une fois par semaine.

Documents d'enquêtes:

Il existe des fiches de relevé classiques

Produits concernés:

L'enquête déborde largement de l'objectif, observation des prix des céréales, qui lui était initialement attribué.

On observe actuellement les prix de 55 produits:

- 6 céréales
- 6 tubercules
- 10 légumes
- 11 fruits
- 4 viandes
- 2 volailles
- 2 poissons
- 14 produits divers

Méthodes de mesures:

Sur chaque marché, chaque produit fait l'objet de trois relevés. L'enquêteur demande le prix et pèse la marchandise.

Transmission des données collectées:

Les fiches de relevés de prix remontent au service central chaque semaine.

Le traitement des données:

Elles y sont contrôlées puis saisies sur micro-ordinateur. L'exploitation de ces données permet une diffusion rapide des résultats. (voir ci-après)

*- les résultats*

Pour les différents produits il est calculé pour chaque région et la ville de Bissau, des prix moyens mensuels et trimestriels.

Ces prix moyens sont calculés à partir de l'ensemble des prix relevés, qu'ils proviennent des marchés journaliers ou des marchés hebdomadaires. Or il s'agit de types de marchés différents. Il serait peut-être bon d'analyser les séries de prix pour chaque type de marchés et peut-être de publier les résultats séparément (marchés journaliers d'une part, marchés hebdomadaires d'autre part).

*- Diffusion:*

La Division des Statistiques Agricoles publie:

- un Bulletin trimestriel sur les prix des produits agricoles sur les marchés diffusé en une centaine d'exemplaires.
- depuis cette année, un Annuaire sur les prix des produits agricoles.

Une diffusion par radio est faite chaque semaine (le jeudi) sur les prix pratiqués sur les principaux marchés hebdomadaires (4 plus Bissau). Les prix de 55 produits peuvent ainsi faire l'objet d'une diffusion. Le communiqué dure en moyenne ¼ d'heure et se limite bien sûr aux produits effectivement trouvés sur les marchés.

- *le matériel acquis au titre de DIAPER III*: Néant

- *la fréquence des recours d'expertise auprès de l'ECA*: Néant

- *la documentation disponible*: Néant

### **1.2.2. Animation locale**

#### a) Rapport d'activité succinct

L'Animateur local assure la cogestion de DIAPER avec le représentant de l'Ordonnateur National (Bureau technique d'appui à l'Ordonnateur National).

Il s'efforce d'intervenir auprès des Autorités compétentes Guinéennes pour les sensibiliser sur le problème des conditionnalités du Projet, problème qui n'est toujours pas résolu.

Il participe activement au séminaire de recyclage des enquêteurs et superviseurs de l'enquête agricole annuelle;

Il participe aux rares réunions de la Composante Nationale.

#### b) Relations de travail et collaboration avec les autres organismes impliqués dans l'appui aux systèmes d'information sur la Sécurité Alimentaire

L'Animateur local devrait profiter de l'arrivée d'un nouvel Expert de l'ASDI pour mieux suivre les activités de la DEA et mieux coordonner les actions de l'ASDI et de DIAPER.

Il lui est cependant assez difficile d'intervenir plus en profondeur au niveau des méthodes d'enquêtes et de traitement des informations, l'ASDI assurant ce rôle depuis de nombreuses années, sans pratiquement d'interruption.

### **1.3. Gestion des devis-programmes 1995/1996**

#### a) Mise en place des fonds FED et des 27 % de contrepartie nationale du DP 94/95

Le Gouvernement Guinéen n'ayant pas budgétisé la part (27%) des frais de collecte qu'il devait prendre à sa charge, (soit 207 millions de pesos), a obtenu exceptionnellement l'accord du FED pour mettre à contribution le Fonds de contrepartie du programme général des importations. Ce Fonds a finalement approvisionné le compte de DIAPER en lieu et place du budget pour un montant de 300 millions de pesos.

En ce qui concerne les crédits DIAPER, ils ont été mis en place normalement et en temps voulu.

b) Niveau d'exécution du Budget

Dans les tableaux suivants, ce sont les montants effectivement payés et justifiés auprès de la délégation du FED qui sont ventilés par rubrique.

En plus de ces dépenses, des chèques ont été faits par l'Animateur local pour des dépenses dont les pièces justificatives n'ont pas encore été remises à la Délégation du FED.

Le niveau d'exécution du budget doit en tenir compte.

Niveau d'exécution du Budget:

	1000 Pesos			
	Enq. agric.	SIM	Anim. loc.	TOTAL
<b>Montant du devis-programme</b>	768.870	201.424	440.839	1.411.133
Dépenses				
payées et justifiées	477.256	66.483	245.606	789.345
payées mais non encore justifiées	205.900		1.371	207.271
<b>Total des dépenses engagées</b>	749.639		246.977	996.616
<b>Solde (budget - engagements)</b>	220.655		193.862	414.517

Le niveau d'exécution du budget est donc de:

- 70,6% pour l'ensemble du budget
- 77,3% pour les dépenses confondues de l'enquête agricole et du SIM
- 56% pour les dépenses de l'Animation locale.

## Niveau d'exécution du Budget de l'Enquête agricole permanente ( 1.000 PESOS )

Rubrique	Montant devis 95/96	Montant total payé et justifié	Montant du Budget		Montant payé et justifié		Solde ( Budget - payé et justifié )		
			FED	Etat	FED	Etat	FED	ETAT	TOTAL
<b>Collecte</b>									
Frais de personnel	323.879	261.485	236.384	87.495	179.900	81.585	56.484	5.910	62.394
Carburant	20.315	14.461	9.056	11.259	9.053	5.408	3	5.851	5.854
Entretien matériel	63.451	34.994	52.192	11.259	34.994		17.198	11.259	28.457
Matériel de collecte	25.614	10.730	18.686	6.928	10.730		7.956	6.928	14.884
Reproduction des questionnaires	11.022	7.348	8.045	2.977	7.348		697	2.977	3.674
Recyclage agents de collecte	148.242	148.238	108.179	40.063	108.188	40.050	-9	13	4
<i>Total opérations de collecte</i>	592.523	477.256	432.542	159.981	350.213	127.043	82.329	32.938	115.267
<b>Equipement</b>									
Matériel informatique et fournitures « centrale »	176.347	-	176.347	-	-	-	176.347	-	176.347
<i>Total équipement</i>	176.347	-	176.347	-	-	-	176.347	-	176.347
<b>TOTAL budget</b>	768.870	477.256	608.889	159.981	350.213	127.043	258.676	32.938	291.614

Note: Sont reprises dans ce tableau les montants payés et justifiés auprès de la Délégation du FED et non les véritables dépenses engagées à ce jour.

Niveau d'exécution du Budget de l'Enquête Suivi des Marchés ( 1 000 PESOS )

Rubrique	Montant devis 95/96	Montant total payé et justifié	Montant du Budget		Montant payé et justifié		Solde ( Budget - payé et justifié )		
			FED	Etat	FED	Etat	FED	ETAT	TOTAL
<b>Collecte</b>									
Frais de personnel	186.844	66.483	136.380	50.464	23.711	42.772	112.669	7.692	120.361
Carburant	4.232	-	3.117	1.115	-	-	3.117	1.115	4.232
Diffusion à la radio	10.348	-	7.543	2.805	-	-	7.543	2.805	10.348
<i>Total opérations de collecte</i>	201.424	66.483	147.040	54.384	23.711	42.772	123.329	11.612	134.941
<b>TOTAL budget</b>	201.424	66.483	147.040	54.384	23.711	42.772	123.329	11.612	134.941

Note: Sont reprises dans ce tableau les montants payés et justifiés auprès de la Délégation du FED et non les véritables dépenses engagées à ce jour.

Niveau d'exécution du Budget de l'Animation locale ( 1 000 PESOS )

Rubrique	Montant devis 95/96	Montant total payé et justifié	Montant du Budget	Montant payé et justifié	Solde ( Budget - payé et justifié )
<b>Frais de personnel</b>	104.594				
<b>Fonctionnement</b>					
Carburant	12.697	9.973	12.697	9.973	2.724
Perdiem	14.813	9.561	14.813	9.561	5.252
Fourniture de bureau	30.135	22.408	30.135	22.408	7.727
Frais de téléphone, Fax et poste	40.180	22.804	40.180	22.804	17.376
Entretien matériel	46.709	45.921	46.709	45.921	788
<i>Total fonctionnement</i>	144.534	110.667	144.534	110.667	33.867
<b>Publication et diffusion</b>	110.217		110.217		
<b>Equipement</b>					
Photocopieuse	77.152		77.152		77.152
Calculatrice à bande	4.342	4.200	4.342	4.200	142
<i>Total équipement</i>	81.494	4.200	81.494	4.200	77.294
<b>TOTAL budget</b>	440.839	245.606	440.839	245.606	195.233
			-	-	-

Note: Sont reprises dans ce tableau les montants payés et justifiés auprès de la Délégation du FED et non les véritables dépenses engagées à ce jour.

c) Principales difficultés rencontrées dans l'exécution

Il n'y a pas de problème particulier quant à la gestion du Devis-programme, de l'avis même de l'ordonnateur national et de la délégation du FED.

d) Proposition de solutions Néant

**1.4. Mise en oeuvre des conditionnalités**

a) Comité de sécurité alimentaire

Selon le Protocole d'exécution de DIAPER III, le Comité de Sécurité Alimentaire, dont la constitution est une conditionnalité du projet, est un cadre de concertation politique chargé de l'utilisation des conclusions tirées des travaux de DIAPER, en liaison avec les autres actions menées dans le pays en matière de Sécurité alimentaire.

*- textes législatifs existants*

Un Comité Interministériel de Sécurité Alimentaire (CISA) existe depuis 1986. Il est animé par le Bureau de Planification pour la Sécurité Alimentaire (BPSA) du Secrétariat d'Etat au Plan, Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. Il ne se réunit plus qu'une fois par an à l'occasion de la préparation de la venue de la mission FAO/CILSS.

Il n'est plus opérationnel. Le Secrétaire d'Etat au Plan veut le redynamiser.

Un décret est toujours en préparation pour l'officialiser (depuis 1989 ?). Le Secrétaire d'Etat au Plan justifie ce retard par le fait que la Loi organique du Ministère du Plan n'est pas encore sortie.

Il faudrait profiter des débats actuels sur la future « Lettre de Politique Agricole » pour obtenir l'officialisation du CISA en tant que Comité de Sécurité Alimentaire.

*- composition*

Selon le Décret en préparation ci-dessus évoqué, il devrait être composé comme suit:

- Président Directeur, le Directeur Général du Plan au Ministère u Plan
- Vice-Président, le Directeur Général du développement rural et de l'Agriculture au MDRA

- Membres:

- le Directeur Général de la Coopération Internationale
- le Directeur Général de la Statistique au Ministère du Plan
- le Directeur Général des Transports au Ministère de l'équipement social
- le Directeur Général du Commerce Extérieur au Ministère de la Coordination Economique, du Commerce et du Tourisme
- le Directeur Général du Budget au Ministère des Finances
- le Directeur Général de l'Industrie au Ministère des Ressources Naturelles et de l'Industrie

- Un représentant du Secrétariat Général de la Présidence
- le Directeur du GAPLA au Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture
- le Secrétaire permanent du CISA

Il est prévu qu'il se réunisse une fois par trimestre en session ordinaire.

On peut considérer que ce Comité aura un caractère politique en ce sens qu'il sera constitué de représentants désignés des Ministres concernés.

*- opérationnalité*

Actuellement, le CISA ne fonctionne pratiquement pas. Il faudrait donc qu'il soit officialisé et redynamisé pour pouvoir être considéré comme Comité de Sécurité Alimentaire.

b) Dispositions prises et/ou envisagées pour la prise en charge des opérations de collecte par l'Etat à hauteur de 40,4 %.

Rien n'est fait, à ce jour, pour inscrire au Budget de l'Etat le montant de sa participation aux dépenses de collecte. Le Secrétaire d'Etat au plan pense qu'une telle inscription n'est pas envisageable. Il en revient à envisager la même solution que celle adoptée l'an dernier encore qu'il n'envisage pas d'en augmenter le montant.

Il faut cependant remarquer que les fonds de contrepartie du programme général des importations du FED n'ont pas vocation à être utilisés de la sorte et que la philosophie de DIAPER est plutôt de responsabiliser le budget normal de l'Etat pour que les opérations statistiques puissent continuer après la fin du projet.

c) Activités menées dans ce cadre.

Il est donc nécessaire que les Responsables du Ministère de l'Agriculture saisissent les Autorités locales compétentes avec l'appui de l'Ordonnateur National.

La Délégation du FED va rappeler de son côté au Gouvernement Guinéen les conditionnalités de DIAPER.

Mais la situation financière de la Guinée est vraiment catastrophique.

### **1.5. Bonus-Malus**

Le Gouvernement Guinéen ne semble pas capable, vu l'état de ses finances, de respecter ses engagements financiers envers DIAPER autrement que par des artifices comptables.

Il ne semble guère progresser pour l'officialisation du Comité de Sécurité Alimentaire ou d'une Structure pouvant remplir cette fonction.

## II Programmation des activités à mettre en oeuvre au cours du

### Devis- Programme III

#### 2.1. Le programme d'activité

##### 2.1.1 L'enquête agricole

L'enquête agricole est réalisée par la Division des Statistiques Agricoles (DEA) du Cabinet de la Planification (GAPLA) du Ministère de l'Agricole. Son objectif est la production de statistiques sur les exploitations agricoles (production de céréales, superficies, démographie). Elle couvre tout le pays, les résultats sont censés être représentatifs par région (le pays en compte 8).

Sa méthodologie telle que décrite ci-dessus ne changera pas pour la prochaine campagne. Elle utilise un échantillon de 2000 exploitations tirées d'un échantillon de village à raison de 5 exploitations par villages échantillon (voir partie « Evaluation »). Il n'est prévu aucun changement majeur dans cette méthodologie au cours de la prochaine campagne.

*Moyens à mettre en oeuvre:*

\* ressources humaines: Le personnel chargé de la réalisation de l'enquête agricole se compose comme suit:

1 chef de service chargé entre autres de l'analyse des résultats;

2 superviseurs nationaux;

2 superviseurs régionaux appelés coordonnateurs de zone (qui viennent d'être recrutés): chaque superviseur coordonnent la supervision dans les régions qu'il a en charge;

8 contrôleurs appelés superviseurs, il y a un superviseur par région;

85 enquêteurs, repartis entre 37 secteurs;

6 agents statistiques chargés du dépouillement, ces agents servent de courroie de transmission entre le niveau central et le terrain, ils sont très souvent impliqués dans les missions de supervision nationale;

6 agents de saisie;

1 agent chargé de la collecte de statistiques auprès des autres services.

\* moyens de déplacement: L'organisation de la collecte repose sur un dispositif administratif et hiérarchique qui part du niveau central (la DEA) et comprend successivement les zones (au nombre de 4), les régions (au nombre de 8) et les secteurs (au nombre de 37). Au niveau de chaque secteur, un enquêteur responsable est désigné, il supplée le contrôleur pour certains problèmes ponctuels. Par rapport aux nombreuses déplacements que les enquêteurs responsables de secteur peuvent éventuellement effectuer, il a été prévu de les doter tous de mobylettes. Aux 27 mobylettes actuelles (17 existantes et

10 en commande), 10 autres seront donc achetées dans le cadre du devis-programme 1996/97.

Par ailleurs, pour la collecte des données auprès des services producteurs de statistique, l'agent chargé de la mise à jour de la Centrale d'Informations sera doté d'une moto.

\* matériel de reproduction: La DEA dispose d'un duplicateur et d'une stencileuse électronique tous deux payés par DIAPER. Pour renforcer sa capacité de reproduction de documents (questionnaires, divers manuels d'enquête), il serait souhaitable de réparer la stencileuse et d'assurer l'entretien du duplicateur afin de les rendre fonctionnels pour la prochaine campagne.

### **2.1.2. Enquête suivi des marchés**

L'enquête suivi des marchés ne connaîtra pas de modifications dans son exécution par rapport à la campagne précédente. Elle doit toutefois être revue dans le sens de faire une différence entre les prix au producteur et les prix au consommateurs en distinguant les marchés de consommation et les marchés de production. Cette différenciation est en effet le désir de la plupart des utilisateurs des résultats de l'enquête. La description de l'enquête est faite dans la partie « Evaluation ».

Moyens à mettre en oeuvre:

\* ressources humaines: Le personnel chargé de la réalisation de l'enquête suivi des marchés est fondé sur celui de l'enquête agricole. Les agents de collecte consacrent une partie de l'année à exécuter conjointement l'enquête agricole et l'enquête suivi des marchés, l'autre partie à l'enquête suivi des marchés uniquement. L'ensemble du personnel se compose comme suit:

- 1 Superviseur national qui s'occupe en même temps du traitement des données;
- 2 superviseurs régionaux appelés coordonnateurs de zone (qui viennent d'être recrutés);
- 8 contrôleurs appelés superviseurs;
- 40 enquêteurs (dont un agent technique);
- 1 agent de saisie chargé en même temps de la mise à jour de la Centrale d'Informations.

\* moyens de déplacement: La collecte des prix sur les marchés de Bissau se fait par un enquêteur basé au niveau central. Cet enquêteur ne disposant jusqu'à présent pas de moyens de déplacement, il a été prévu sur le nouveau devis-programme sa dotation en moyen de déplacement par l'achat d'une moto.

### **2.2. Animation locale**

Les appuis techniques de l'animateur local se situeront essentiellement sur le déroulement des opérations sur le terrain. L'Animateur local doit s'impliquer davantage dans le contrôle des enquêtes en participant activement dans les missions de supervision nationale.

A chacune de ses supervisions, l'Animateur local fera part à l'ECA du niveau d'exécution des enquêtes sur le terrain (enquête agricole et SIM). Ces rapports doivent comporter en outre la synthèse des rapports de supervision des structures exécutantes ainsi que l'état d'avancement de l'exploitation des données.

### **2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge de frais de collecte**

Le budget prévisionnel du devis programme 1996-1997 s'élève à 61.643 ecu (soit 1.588.996.690 pesos) repartis entre l'enquête agricole, le système d'information du marché et l'animation locale comme suit (les tableaux détaillés sont consignés dans le paragraphe « budget prévisionnel »):

EN ECU (1ECU=25.777,3 Pesos)

	OPERATION DE COLLECTE	EQUIPEMENT	TOTAL
ENQUETE AGRICOLE	27.159	6.463	33.622
SUIVI DES MARCHES	9.410	1.847	11.257
ANIMATION LOCALE			16.765
<b>TOTAL</b>	<b>36.569</b>	<b>8.309</b>	<b>61.643</b>

EN PESOS (1ECU=25.777,3 Pesos)

	OPERATION DE COLLECTE	EQUIPEMENT	TOTAL
ENQUETE AGRICOLE	700.081.559	166.592.394	866.673.952
SUIVI DES MARCHES	242.573.421	47.600.652	290.174.073
ANIMATION LOCALE			432.166.365
<b>TOTAL</b>	<b>942.654.980</b>	<b>214.193.045</b>	<b>1.588.996.690</b>

Le montant global des frais de collecte s'élevant à 942.654.980 pesos (soit 36.569 ecu), la participation de l'Etat à ces frais à concurrence de 40,4% sera donc de 380.832.612 pesos (soit 14.774 ecu). Une lettre est en préparation par l'Animateur local et le Chef de la DEA pour attirer l'attention du Ministre de l'Agriculture. Il est question au niveau du Ministère de l'Agriculture de faire recours comme pour le devis précédent aux fonds de contrepartie du programme général des importations.

#### **2.4. Budget prévisionnel**

DESIGNATION DE L'ENQUETE : ENQUETE AGRICOLE  
 SERVICE RESPONSABLE : GABINETE DE PLANEAMENTO

EN ECU (1 ECU=25.777,3 PESOS)

DESIGNATION	Quantité	Coût unit.	Coût total
<b>I . OPERATION DE COLLECTE</b>			
<i>1.1 Frais de personnel</i>			15.792
1.1.1 Indemnités			14.712
Superviseur national (45ecu/mois*2*6mois)	12	45,00	540
Superviseurs régionaux (45 ecu/mois*2*6mois)	12	45,00	540
Contrôleurs (33.4 ecu/mois*8*6mois)	48	33,40	1.603
Enquêteurs (20ecu/mois*85*6mois)	510	20,00	10.200
Agents de saisie (26ecu/mois*6*2mois)	12	26,00	312
Agent "Centrale d'Information" (33,4ecu*12mois)	12	33,40	401
Agents de dépouillement (26ecu/mois*6*6mois)	36	26,00	936
Traitement et analyse (45ecu/mois*1*4mois)	4	45,00	180
1.1.2 Frais de mission			1.080
-Per diem superv. (15j*3missions*17ecu)	45	17,00	765
-Per diem chauffeur (15j*3missions*7ecu)	45	7,00	315
<i>1.2 Carburant</i>			2.514
- Supervision régionale (20lx8x6 mois)	960	0,62	596
- Supervision nationale (1500km*3missions*0,2)	900	0,31	279
- Contrôleurs (8*20l*6mois)	960	0,62	596
- Enquêteurs (27mobyettes+1moto:10l*28*6mois)	1680	0,62	1.043
<i>1.3 Entretien matériel</i>			1.978
- Véhicule (réparation entretien et assurance)	1	1.078,00	1.078
- Photocopieuse	1	600,00	600
- Duplicateur	1	100,00	100
- Stencileuse	1	200,00	200
<i>1.4 Reproduction des questionnaires</i>			150
Avec la réparation du duplicateur et de la stencileuse			
Achats de papier, de stencils et d'encre			150
<i>1.5 Recyclage agents de collecte</i>			6.725
- Formateurs (17ecu/j*5j*2*4zones)	40	17,00	680
- Contrôleurs (13ecu/j*5j*8)	40	13,00	520
- Enquêteurs (13ecu/j*5j*85)	425	13,00	5.525
<b>TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE</b>			<b>27.159</b>

## Enquête agricole (suite)

DESIGNATION	Quantité	Coût unit.	Coût total
<b>II EQUIPEMENT</b>			
<i>Engins à deux roues</i>			6.463
- mobylettes	10	462	4.616
- motos	1	1.847	1.847
<b>TOTAL EQUIPEMENT</b>			<b>6.463</b>
<b>TOTAL BUDGET</b>			<b>33.622</b>

## DESIGNATION DE L'ENQUETE : ENQUETE SUIVI DES MARCHES

SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : GABINETE DE PLANEAMENTO

EN ECU (1 ECU=25.777,3 PESOS)

DESIGNATION	Nombre	coût unit.	coût total
<b>OPERATION DE COLLECTE</b>			
<i>1 Frais de personnel</i>			8.746
1.1 Indemnités			7.483
- Superviseurs région. (45ecu/mois*2*6mois)	12	45,00	540
- Contrôleurs (33,4ecu/mois*8*6mois)	48	33,40	1.603
- Enquêteurs (20ecu/mois*40*6mois)	240	20,00	4.800
- Informaticien (45ecu/mois*1*12mois)	12	45,00	540
1.2 Frais de mission supervision centrale			1.263
- Per diem superv. (3missions*5j*17ecu)	15	17,00	255
- Per diem chauffeur (3missions*5j*7ecu)	144	7,00	1.008
<i>2 Carburant</i>			261
- Missions équipe centrale (3missions*1000km*.2)	600	0,31	186
- Moto enquêteur de Bissau (10l*12mois)	120	0,62	74
<i>3 Diffusion à la radio (200 000 pesos/semaine)</i>	52	7,76	403
<b>TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE</b>			<b>9.410</b>
<b>EQUIPEMENT</b>			
Moto (1 moto pour l'enquêteur de Bissau)	1	1.847	1.847
<b>TOTAL EQUIPEMENT</b>			<b>1.847</b>
<b>TOTAL BUDGET</b>			<b>11.257</b>

## ANIMATION LOCALE

EN ECU (1 ECU=25.777,3 PESOS)

	Qté	Coût Unit	TOTAL
<b>I SALAIRES</b>			<b>4.882</b>
<i>1.1 Rémunérations</i>			<i>3.435</i>
- Animateur local	12	223	2.679
- Secrétaire-Comptable	12	63	756
<i>1.2 Charges sociales (20% salaires)</i>			<i>687</i>
<i>1.3 Assurance santé (Animateur et secrétaire)</i>	2	380	760
<b>II FONCTIONNEMENT</b>			<b>6.919</b>
<i>2.1. Carburant mission appui terrain</i>			<i>559</i>
- Coordination	1000	0,31	310
- Missions (4missions*1000km*20km/100)	800	0,31	248
<i>2.2 Perdiem</i>			<i>672</i>
-Frais de mission Animateur 4 missions de 7 jours chacune	28	17	476
-Frais de mission chauffeur 4 missions de 7 jours chacune	28	7	196
<i>2.3. Fourniture de bureau</i>			<i>1.510</i>
<i>2.4. Frais de téléphone. Fax et Poste</i>	12	152	1.824
<i>2.5. Entretien</i>			<i>2.319</i>
- véhicule (y compris assurance)			1.719
- photocopieur			600
<b>III . PUBLICATION ET DIFFUSION</b>			<b>5.000</b>
<b>TOTAL ANIMATION NATIONALE</b>			<b>16.765</b>

## ANNEXE 1: Liste des personnes rencontrées

Mme :

**TEIXERA Guilhermina** Représentant permanent de la FAO

Messieurs :

**DIEME Ibrahim** Secrétaire d'Etat au Plan

**MANAFA Braïma** animateur local DIAPER  
**PEREIRA Anibal** Chef de la Division des Statistiques Agricoles

**DUDERMEL Thierry** Second secrétaire de la Délégation de la Commission des Communautés Européennes

**VIERA Fernando** Coordonateur national de la cellule technique d'appui à l'Ordonnateur National du FED (MPCI)

**PEIXOTO Antonio** Assistant technique à cette même cellule

**SANE Issoufi** Directeur de l'INEC (MPCI)

**HILL Christopher** Expert de l'ASDI

**LEIF Norman** Assistant technique du projet ASDI

**ANNEXE 2: Questionnaire de l'enquête**

DIRECCÃO GERAL DE PLANEAMENTO AGRICOLA  
DIVISÃO DE ESTATISTICA AGRICOLA

CAMPANHA AGRICOLA 1994/1995

DOSSIER DE DISTRITO DE RECENSEAMENTO

**I. IDENTIFICAÇÃO**

ZONA ----- /\_/\_/

REGIÃO ----- /\_/\_/

SECTOR ----- /\_/\_/\_/

TABANCA ----- /\_/\_/\_/

**II. CARACTERISTICAS DE TABANCA DE RECENSEAMENTO**

AGREGADO DOMESTICO AGRICOLA QUE TEM  
SERVIDO DE TIRAGEM ----- /\_/\_/\_/\_/

TAXA DE EXTRAPOLAÇÃO ----- /\_/\_/\_/\_/\_/

NUMERO TOTAL DE AGREGADOS DOMESTICOS ----- /\_/\_/\_/\_/\_/

NUMERO DE AGREGADOS DOMESTICOS AGRICOLAS ----- /\_/\_/\_/\_/\_/

NUMERO DAS EXPLORAÇÕES AGRICOLAS AMOSTRA ----- /\_/\_/

**III LISTA DAS EXPLORAÇÕES AMOSTRA**

Nº de Expl.	Nome do Chefe de Exploração	Nº de ordem de casa	Nº de ordem Agreg. domestico	Nº ordem agregado Domest. Agric.
1				
2				
3				
4				
5				



FICHA 01

QUESTIONARIO EXPLORAÇÃO

REGIÃO /	NOME DO INQUERIDOR
SECTOR / /	NOME DO CONTROLADOR
D.R. / / /	DATA DE CONTROLE / / /
TABANCA	NOME DO EXPLORADOR
Nº DE ORDEM EXPLORADOR /	IDENTIF. EXPLORADOR

DATAS DAS PASSAGENS

- 1ª Passagem ..... /\_/\_//\_/\_/      /\_/\_/
- 2ª Passagem ..... /\_/\_//\_/\_/      /\_/\_/
- 3ª Passagem ..... /\_/\_//\_/\_/      /\_/\_/
- 4ª Passagem ..... /\_/\_//\_/\_/      /\_/\_/

CHEFE DE EXPLORAÇÃO

- 1 - Sexo (Masc = 1 : Fem. = 2)      /\_/\_/
- 2 - Idade      /\_/\_/
- 3 - Situação Matrimonial:      /\_/\_/

CODIGOS (SITUAÇÃO MATRIMONIAL)

- 1 M1 - Casado/a com um(a) marido/esposa
- 2 M2 - Casado com duas esposas
- 3 M3 - Casado com três esposas
- 4 M4 - Casado com quatro esposas
- 5 M5 - Casado com cinco esposas ou mais
- 6 S - Solteiro(a)
- 7 SD - Separado/Div.
- 8 V - Viúvo/Viúva

MÃO DE OBRA EMPREGADA

	Número	H	M	TOTAL
- Salarizados permanentes	Número	/_/_/	/_/_/	/_/_/_/_/
- Mão de obra temporaria	Número	/_/_/	/_/_/	/_/_/_/_/

REGIÃO: \_\_\_\_\_  
SECTOR: \_\_\_\_\_  
LOCALIDADE: \_\_\_\_\_

Dados Pluviometricos do mês de \_\_\_\_\_ de 1995

Dias	Posto de: .....	Observação				
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						
21						
22						
23						
24						
25						
26						
27						
28						
29						
30						
31						
Total						